

### Microsoft publie des mises à jour Windows pour les anciennes versions

Microsoft a publié de nouvelles mises à jour de sécurité pour les versions anciennes de Windows, en raison des mises en garde des spécialistes contre les cyberattaques potentielles des organisations gouvernementales. Les correctifs incluent des mises à jour de Windows XP, le système d'exploitation ciblé par l'attaque Wanserry Ransomware en mai dernier, et qui a attaqué certaines parties du système de santé publique (NHS) en Grande-Bretagne. En règle générale, Microsoft ne publie que des mises à jour pour ses systèmes d'exploitation qui sont encore pris en charge, c'est-à-dire Windows 7 et plus récents (à l'exception de Windows 8, qui est censé être couvert par la mise à niveau gratuite vers Windows 8.1). Mais à la suite de l'épidémie de WannaCry, qui a vu un ver de ransomware profiter de versions non-patchées de Windows pour encoder des millions d'ordinateurs dans le monde entier, Microsoft a réévalué cette politique. «En raison du risque élevé de cyberattaques destructrices, nous avons pris la décision de prendre cette mesure car l'application de ces mises à jour offre une protection supplémentaire contre les attaques potentielles avec des caractéristiques similaires à WannaCrypt», a déclaré Adrienne Hall, la chef du Centre de développement de cyberdéfense de Microsoft. Bien que Microsoft n'ait pas indiqué quelles sont les caractéristiques des nouvelles vulnérabilités qui l'ont amené à croire qu'il existe un potentiel pour les assaillants, la référence WannaCry a amené les experts en sécurité à conclure que l'entreprise se réfère à des outils de piratage de la NSA, publiés en ligne par The Shadow Brokers.

### Le nombre d'abonnés mobiles uniques dans le monde atteint 5 milliards

L'industrie mobile mondiale a enregistré son 5 milliardième abonné mobile unique, selon les données en temps réel de GSMA Intelligence, le bras de recherche de l'Association GSMA des opérateurs mobiles. Cela signifie que plus des deux tiers de la population mondiale est maintenant connectée à un service mobile. Selon la même source, il a fallu quatre ans pour ajouter le dernier milliard d'abonnés. «Atteindre le jalon de 5 milliards d'abonnés est une réussite énorme pour une industrie qui n'a que quelques décennies et reflète les nombreux milliards de dollars que les opérateurs mobiles ont investis dans les réseaux, les services et le spectre pendant de nombreuses années», a commenté Mats Granryd, directeur général de la GSMA. Par ailleurs, les chiffres de GSMA montrent que 55% des abonnés mobiles sont basés dans la région de l'Asie-Pacifique, qui abrite les deux principaux marchés mobiles du monde: la Chine et l'Inde qui représentent respectivement plus d'un milliard d'abonnés (78% de taux de pénétration) et 730 millions d'abonnés (54%). La région la plus fortement pénétrée dans le monde est l'Europe (465 millions d'abonnés uniques) avec 86% des citoyens abonnés à un service mobile. L'Afrique subsaharienne (436 millions) est la région la moins pénétrée avec seulement 44%. La région Mena compte 391 millions d'abonnés uniques, avec un taux de pénétration de 63%. Il est prévu que le nombre d'abonnés mobiles uniques dans le monde augmente à 5,7 milliards d'ici la fin de la décennie. L'Inde devrait représenter la plus grande part de croissance au cours de cette période, avec environ 30% des nouveaux abonnés uniques d'ici 2020. A noter que le nombre global d'abonnés mobiles (y compris les détenteurs de deux cartes SIM et plus) est de 8,133 milliards.

## PLAN DU GOUVERNEMENT TEBBOUNE

# Les TIC pour renforcer la bonne gouvernance

● Le gouvernement de Abdelmadjid Tebboune mise sur le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour renforcer la bonne gouvernance et contribuer davantage à l'économie du pays. Pour cela, un nouveau cadre juridique est prévu.

Par Aymen Zitouni

Dans le plan d'action du gouvernement Tebboune, adopté en Conseil des ministres et présenté mardi devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le secteur des TIC est considéré comme «levier essentiel pour le développement d'une économie intégrée, ouverte et compétitive». Le document dont une grande partie du chapitre «Renforcement de la bonne gouvernance» a été consacrée aux nouvelles technologies et leurs usages, considère que le secteur devrait contribuer davantage au produit intérieur brut (PIB). Dans cette optique, il est prévu de fiscaliser le commerce électronique, bien que ce marché soit encore embryonnaire.

Le grand axe de la stratégie du gouvernement Tebboune demeure toutefois de poursuivre le projet de la généralisation de l'accès à internet pour ensuite généraliser l'utilisation des nouvelles technologies. «Dans le domaine des télécommunications, l'objectif est d'assurer la couverture numérique de l'ensemble du territoire, en développant l'accès au très haut débit à toutes les couches de la société, y compris dans les zones considérées non rentables», est-il écrit. Le gouver-



nement poursuivra, en outre, la généralisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication «par la promotion du contenu numérique et l'édification de la société de l'information, à travers le renforcement des capacités technologiques de notre pays, par la formation, la recherche-développement, l'innovation et le transfert technologique». Les actions que le gouvernement compte mener dans ce secteur auront pour socle un nouveau cadre juridique et réglementaire. Ce qui, implicitement, préfigure une nouvelle loi qui devrait régir le secteur de l'économie numérique, après plusieurs années de retard. Dans ce sens, le document parle «d'orientations stratégiques, assises sur un cadre légal et réglementaire adéquat, en synchronisation avec les recommandations des institutions internationales».

Le gouvernement assure qu'il veillera dans ce cadre à

élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action adéquats, notamment pour «assurer le service universel et garantir l'accès pour tous ; encourager le développement de fournisseurs de services locaux, afin de dynamiser la création du contenu et mettre en place les mécanismes de facilitation de l'introduction des usages des TIC dans les secteurs économiques». En somme, il reprend l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi sur les communications numériques dont de larges extraits avaient été relayés par la presse nationale.

### Des self-services au sein des services administratifs

En matière de développement des TIC et d'édification de la société de l'information, il sera procédé, selon le document, à la «mise à niveau des programmes de prévention des risques, pour renforcer la sécurisation des infrastructures et des réseaux de télécommunica-

tions ; l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de sécurité des systèmes d'information ; la poursuite de la mise en œuvre de la certification électronique et la mise en conformité des systèmes de paiement électronique, aux normes les plus rigoureuses en matière de sécurité».

Par ailleurs, le gouvernement mise beaucoup sur les nouvelles technologies pour poursuivre la modernisation de l'administration publique et le renforcement de la qualité du service public, qui a donné des résultats probants jusque-là. Selon le plan d'action, le gouvernement Tebboune s'engage à poursuivre la modernisation des titres d'identité et de circulation, et leur généralisation, notamment la carte nationale d'identité biométrique électronique, le permis de conduire biométrique électronique et la carte d'immatriculation électronique d'automobile. Il sera également procédé «à l'intégration des documents de circulation des personnes et des biens dans le cadre d'une nouvelle politique de prévention et de sécurité routière, basée sur les NTIC».

Il est également prévu de lancer des prestations innovantes, telles que le self-service au sein des services administratifs à travers des bornes automatisées de distribution de documents administratifs et les prestations à distance utilisant les procédés de certification et de signature électroniques. Le plan d'action du gouvernement compte aussi mettre en service le projet «e-commune», dont la totalité de son périmètre de gestion sera informatisé. «Ainsi, la commune sera la cellule de base du projet de l'administration électronique».

Ce projet s'appuiera sur l'interconnexion de la commune à tous ses services et partenaires à travers des systèmes d'information intégrés. Il sera à la base d'un écosystème favorable à l'innovation et à la réalisation de «l'e-administration», est-il précisé.

## Cris d'alarme contre les menaces de sécurité des systèmes embarqués non protégés

Dans une lettre ouverte adressée aux fabricants de «systèmes embarqués non protégés en matière de sécurité informatique basique», publiée sur le *DSIH*, le *Magazine de l'Hôpital* orienté systèmes d'information, un responsable sécurité des systèmes d'information (RSSI) dénonce la politique de ces entreprises qui non seulement ne proposent pas des mises à jour de sécurité, mais empêchent toute modification sous peine de perdre la garantie aux équipements. La lettre ouverte cite un article de BBC News qui fait état de «milliers de bugs découverts dans le code embarqué de systèmes tels que des pacemakers, pompes à insuline et autres équipements dont tout le monde conviendra de la haute criticité en matière de sécurité pour le patient». L'article de BBC News précise que «seuls 9 % des fabricants testent la



sécurité de leur dispositif». Selon l'auteur de la lettre ouverte, des problèmes de sécurité informatique proviennent «dans la plupart des cas» des «systèmes embarqués». Il cite l'attaque Conficker en 2008 et l'épisode WannaCry apparu depuis avril 2017. «Dorénavant, si j'estime qu'un de vos matériels est à patcher en urgence, je le ferai sans vous demander votre accord. Cela ne vous plaît pas ? Prouvez-moi que ce sont mes équipes qui l'ont fait et pas les

vôtres lors d'une intervention non tracée. Bon courage : parole contre parole.» Il avertit que «dorénavant, je me débrouillerai pour exclure des marchés tous les canards boiteux de la sécurité des SI», affirmant qu'il mettrait à profit le nouveau règlement général sur la protection des données (RGPD) pour ne travailler qu'avec des prestataires qui présentent des «engagements en matière de sécurité (avec garanties contractuelles à la clé)».